Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/03/2024

Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Administrateurs présents : - Dont Administrateurs représentés : Administrateurs absents : Suffrages exprimés		10 3 4 10			
			Vote:	- Pour :	10
				- Contre :	0
				- Abstentions :	0

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉLIBÉRATION N° 24-14.03/004

Portant autorisation d'organiser des actions de cohésion et des achats divers à l'attention du personnel et des administrateurs de MARTINIQUE TRANSPORT

Le jeudi 14 mars 2024 à 09H30, le Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT s'est réuni dans ses locaux administratifs, Centre d'Affaires Agora 1 - Bâtiment A - Etang Z'Abricot - 97200 Fort-de-France, sur convocation de son Président, Monsieur David ZOBDA, effectuée conformément à l'article 6.1.7 des statuts.

Etaient présents :

Pour la CTM:

- Monsieur David ZOBDA (Président du Conseil d'Administration);
- ➤ Monsieur Jean-Claude DUVERGER;
- ➤ Monsieur Didier LAGUERRE ;
- ➤ Monsieur Daniel MARIE-SAINTE ;
- ➤ Monsieur Claude LISLET;

Pour la CACEM:

- ➤ Monsieur Miguel MARIE-LUCE, suppléant de Monsieur Luc CLEMENTE ;
- Monsieur Raphaël SEMINOR ;

Pour la CAESM:

Monsieur José MIRANDE ;

Etaient absents:

Pour la CTM:

- ➤ Monsieur Olivier MARIE-REINE ;
- Monsieur Louis BOUTRIN;

Pour CAP Nord:

- Monsieur Bruno Nestor AZEROT ;
- > Madame Chantal MAIGNAN.

Etaient absents et représentés :

- Monsieur Charles CHAMMAS, pouvoir donné à Monsieur David ZOBDA;
- Monsieur André LESUEUR, pouvoir donné à Monsieur José MIRANDE ;

Etait invité et absent : le Comptable Public, Madame Marie OSTALIE-MORVILLIER.

Assistaient également à la séance : les membres de l'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-mer et notamment son article 37 ;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer et notamment son article 45 ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X :

Vu la délibération n° 16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes, publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096 2015 en date du 7 octobre 2015 :

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52/2016 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord) n° CC-22-072016/114 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CG/9494-15 en date du 29 octobre 2015 ;

Vu la délibération n° 16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République Française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632510X;

Vu les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT modifiés par délibération n° 21-04.08/032 du 4 août 2021 ;

Vu le Règlement Intérieur de MARTINIQUE TRANSPORT modifié par délibération n° 21-04.08/033 du 4 août 2021 ;

Vu la délibération n° CC-07-2020-089 du 30 juillet 2020 de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique ;

Vu la délibération n° 52b/2020 du 6 août 2020 de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de Martinique ;

Vu la délibération n° 05.00103/2021 du 22 juillet 2021 de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 21-373-4 du 9 juillet 2021 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 21-435-2 du 30 septembre 2021 portant complément de la désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de MARTINIQUE TRANSPORT;

Vu la délibération n° 10.00129/2022 du 26 octobre 2022 de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;

Vu la délibération n° 22-12.12/033 du 12 décembre 2022 portant remplacement de Monsieur Johnny HAJJAR en tant que membre titulaire des différentes commissions de MARTINIQUE TRANSPORT et la délibération n° 22-12.12/034 portant son remplacement en tant qu'administrateur de la Régie des Transports de Martinique ;

Vu l'arrêté n° 21-PCE-799 portant désignation de Monsieur David ZOBDA pour représenter le Président du Conseil Exécutif au sein du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT ;

Vu l'arrêté n° 21-PCE-826 portant délégation de signature à Monsieur David ZOBDA Conseiller Exécutif;

Vu la délibération n° 21-04.08/041 du 4 août 2021 portant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de MARTINIQUE TRANSPORT;

Vu le rapport du Président du Conseil d'Administration ;

ADOPTE LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT

- Article 1 : Le Conseil d'Administration autorise l'organisation de rencontres, d'évènements et d'actions de cohésion à l'attention du personnel et des administrateurs de l'établissement MARTINIQUE TRANSPORT.
- Article 2 : Le Conseil d'Administration autorise les dépenses suivantes à l'attention des personnels et des administrateurs tels que précisés ci-après :
 - Rencontres festives ou cohésion avec repas, brunch, goûter ou dîner;
 - Goûter arbre de Noël pour les enfants du personnel;
 - Les bons cadeaux de valeurs variables :
 - Les agendas, calendriers, blocs-notes, organiseurs;
 - Les objets cadeaux, goodies, tee-shirts, casquettes, équipements portant le logo de l'établissement;
 - Les sorties de terrain en équipes ;
 - Les manifestations sportives ;
 - Les achats de gerbes pour les décès de parents des personnels ;
 - Les équipements pour les salons et forum grand public.
- Article 3 : Le Président du Conseil d'Administration est dûment habilité à conduire toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer les actes s'y rapportant.
- **Article 4 :** Les dépenses correspondantes seront imputées aux article et chapitre correspondants du budget de MARTINIQUE TRANSPORT.

- Article 5 : La présente délibération du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans son intégralité sous forme électronique et d'une mise à la disposition du public, sur le site internet de l'établissement.
- Article 6 : La présente délibération du Conseil d'Administration entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Représentant de l'Etat.

Ainsi délibéré et adopté par le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres, avec dix (10) voix pour, en sa séance du 14 mars 2024.

Pour extrait certifié conforme,
Fort-de-France, le 2 6 MARS 2024

Le Président du Conseil d'Administration de Martinique Transport

David ZOBDA